

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

OBJET : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une étude de reconversion du site Doumer (ex. C.H.T.) à Nouméa.

La direction des achats du patrimoine et des moyens (D.A.P.M.) lance, pour le compte du gouvernement de la Nouvelle - Calédonie, une consultation pour les prestations de :

Réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une étude de reconversion du site Doumer (ex. C.H.T.) à Nouméa .

1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation d'une étude pluridisciplinaire sur la reconversion du site Doumer (ex. C.H.T.) à Nouméa.

2 – Etendue de la consultation

Cette consultation est ouverte. Les documents de consultation correspondants sont publiés sur la plateforme **www.marchespublics.nc** afin que tout opérateur économique ayant les capacités nécessaires et en situation de régularité administrative, fiscale et sociale, puisse y répondre.

3 – Répartition en lots, forme des réponses, et forme des contrats

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le contrat sera réalisé en une seule tranche ferme, il est découpé en cinq (5) phases.

Phase I	Analyse du contexte et du site - Insertion urbaine
Phase II	Potentiel constructible du site
Phase III	Montage de l'opération
Phase IV	Impact socio-économique du projet
Phase V	Synthèse des phases I à IV

La réalisation par le prestataire retenu, des phases II, III, IV et V se fera après validation des phases précédentes.

Un candidat peut soumissionner seul ou en groupement.

Chaque candidat peut également se présenter avec un ou plusieurs sous-traitants.

4 – Forme du contrat et des prix

Il s'agit d'un contrat standard à quantités définies.

Le démarrage des prestations se fait sur ordre de service, par un écrit ou à la notification du contrat à l'attributaire.

Les délais relatifs au contrat sont précisés à l'article 5 du projet de contrat.

5 - Questions, réponses, modifications

Toute question des candidats sera portée par écrit sur la plateforme identifiée ci-dessous au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres :

www.marchespublics.nc

Les réponses et les éventuelles modifications de la consultation seront envoyées en temps utile à l'ensemble des candidats si elles impactent la teneur de la consultation.

6 – Documents à remettre par les soumissionnaires

Chaque soumissionnaire doit remettre une offre constituée comme suit :

- a) Un **document de présentation** comportant :
 - les références du candidat,
 - les compétences et moyens humains (Curriculum vitae des candidats à présenter),
 - les moyens techniques,
 - les certifications, qualifications et savoir-faire liés à des expériences particulières touchant à l'objet des prestations de la présente consultation.
- b) Une **attestation sur l'honneur** indiquant que le soumissionnaire n'est pas en faillite, et qu'il est en situation régulière vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales ;*
- c) le **projet de contrat** ci-joint, soigneusement complété, paraphé à chaque page, et signé par les personnes habilitées à représenter le candidat ;
- d) Une **note méthodologique** détaillée sur :
 - la manière particulière d'intervenir pour l'exécution du contrat,
 - l'organisation de la mission : visite de site(s), échanges et rencontres (parties prenantes, maître d'ouvrage, etc.), réunions, etc.
 - l'organisation de l'équipe (compétences et statut des intervenants, répartition des rôles et des tâches entre intervenants, identification du chef de projet, etc.),
 - l'enchaînement des phases et leurs délais respectifs (date de rendu de l'étude, à fin octobre 2025 à prendre en compte),
 - le contenu des rendus et la présentation des livrables.

En cas de sous-traitance, les pièces a) et b) doivent être présentées pour chacun des sous-traitants, et les annexes de sous-traitance du contrat devront être complétées et signées.

** Si son offre est retenue, le soumissionnaire devra fournir dans un délai de **10 jours ouvrables** à compter de la demande écrite de l'acheteur public :*

- *RIDET ;*
- *un extrait K-bis attestant de la non faillite de l'entreprise datant de moins de 3 mois ;*
- *attestations fiscales pour l'année en cours ;*
- *attestations CAFAT / RUAMM pour le dernier trimestre exigible à la remise de l'offre ;*
- *RIB ou RIP.*

Il devra fournir dans le même délai les mêmes pièces justificatives pour chacun de ses éventuels sous-traitants.

A défaut de fourniture des pièces conformes dans le délai prescrit, l'offre sera éliminée.

7 - Conditions formelles de remise de l'offre

L'offre (constituée des documents listés à l'article 6) doit être remise en une seule fois, suivant les modalités décrites ci-après :

- ☒ **L'offre peut être remise sous forme électronique** sur la plateforme de publication des marchés identifiée dans l'avis de consultation.
- ☒ **L'offre peut être remise sous format papier** : les documents doivent être placés dans une seule enveloppe fermée portant uniquement les mentions suivantes :

Direction des achats du patrimoine et des moyens
1 bis rue E. Unger - Vallée du Tir
Secrétariat du service des constructions publiques.

Consultation pour :

Mission d'AMO pour la réalisation d'une étude de reconversion du site Doumer (ex. CHT) à
Nouméa.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement.

Afin d'en faciliter le traitement, le soumissionnaire devra également joindre les pièces de la candidature et de l'offre au format natif (pdf, excel et word) sur **un support électronique (clé USB) lors de la remise des plis.**

L'offre doit parvenir dans les conditions de date, d'heure et de lieu indiquées dans l'avis de consultation ou ses modificatifs.

Par mesure d'égalité de traitement, toute offre remise après la date et l'heure limite ne sera pas prise en considération.

8 – Offres irrecevables

Les offres reçues dans les délais seront jugées irrecevables et éliminées si elles tombent dans l'une des catégories suivantes.

- ➔ **Offre inappropriée** : offre qui ne répond pas au besoin et aux exigences formulés dans les documents de la consultation.
- ➔ **Offre irrégulière** : offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable.
Toutefois, l'administration peut régulariser toutes les offres irrégulières dès lors qu'il ne s'agit pas d'éléments substantiels de l'offre (notamment prix, délais, éléments du mémoire technique définis par le soumissionnaire).
- ➔ **Offre inacceptable** : offre dont le prix global est supérieur au financement affecté au contrat par l'acheteur public, fixé avant le lancement de la consultation.
- ➔ **Offre anormalement basse** : offre dont le prix global est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du contrat.
Toutefois, l'administration peut accepter une offre qui semble anormalement basse, après que le soumissionnaire ait apporté les justifications objectives et pertinentes pour son niveau de prix sur demande de l'administration.

9 – Critères d'évaluation des offres recevables

L'offre de chaque soumissionnaire sera évaluée sur la base des critères suivants :

Critère prix sur 40 points maximum

L'évaluation sera faite par comparaison du prix global entre les offres recevables reçues des soumissionnaires.

Critère valeur technique sur 60 points maximum

L'évaluation sera faite sur la base des éléments fournis par le soumissionnaire dans ses notes de **présentation** et **méthodologique** ayant trait aux différents sujets suivants :

- l'expertise technique ou savoir-faire particulier dans le domaine d'approche du présent contrat, apportant une plus-value à l'exécution du contrat, à démontrer par les références, les compétences des personnels, et / ou d'éventuelles certifications ou qualifications :

→ 30 points maximum

- l'organisation et la méthodologie détaillée de la mission d'exécution des prestations :

→ 30 points maximum

Les méthodes de notation utilisées seront les suivantes :

Formule, pour le critère quantitatif : **prix**

Note attribuée = note maximale du critère x (paramètre le moins élevé parmi les candidats) / (paramètre du candidat analysé).

Echelle de notation, pour les sous-critères de valeur technique :

Note attribuée = note maximale du sous-critère x coefficient de l'échelle de notation ci-dessous.

- | | |
|---|---------------------------|
| - Réponse très satisfaisante (excellente) : | 100 % de la note maximale |
| - Réponse satisfaisante (bonne) : | 75 % de la note maximale |
| - Réponse passable (moyenne) : | 50 % de la note maximale |
| - Réponse insuffisante (médiocre) : | 25 % de la note maximale |
| - Eléments non fournis ou inexploitable : | 0 % de la note maximale |

Pour un critère donné, la meilleure soumission doit en fin de compte bénéficier de la note maximale prévue pour ce critère afin d'éviter de fausser le poids relatif des critères. Lorsque la notation appliquée ne conduit pas à ce résultat, les notes de toutes les soumissions pour ce critère donné sont recalculées proportionnellement afin d'atteindre ce résultat.

Chaque note de sous-critère ou de critère est arrondie à la 1ère décimale, quelle que soit l'étape de calcul.

10 - Suites de la consultation

Le soumissionnaire le mieux classé sera attributaire du contrat, sous réserve de vérification de la régularité fiscale et sociale.

Si la différence de note globale entre les offres les mieux classées est inférieure à 0,5 point, l'acheteur pourra décider de les considérer comme équivalentes et de choisir l'offre dont le prix est le plus intéressant.

Toutefois, si aucune offre n'est jugée satisfaisante, l'administration peut consulter de nouveau l'ensemble des soumissionnaires en vue de parfaire leurs offres ou de négocier les prix, sans remettre en cause les éléments essentiels de la consultation.

Par ailleurs, elle reste discrétionnairement libre de ne pas donner suite à la présente consultation.

11 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de trois mois. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.
